

Recherche: «Pourquoi pas une stratégie

■ L'empire du milieu ambionne de détrôner Harvard d'ici 2035!

■ Diaspora, crédit impôt recherche, gestion budgétaire... Les pistes à retenir

Il a enseigné à Rabat, Toulouse, Bordeaux, Berkley... Durant sa longue carrière, Mohamed Najim, actuellement professeur émérite à l'université de Bordeaux, a pu cumuler une grande expérience dans le domaine de l'enseignement et de la recherche à l'international. Sa plus grande fierté, sa «communauté» d'anciens doctorants qu'il a formés, et qui exercent dans plus de 10 pays. Docteur d'État ès sciences en 1972 (Toulouse), il a d'abord exercé au Maroc. Il est fondateur et premier directeur de l'ENSIAS, première école d'ingénieurs informaticiens en Afrique. Après 16 ans d'activité professionnelle au Maroc, le spécialiste du traitement du signal et des images s'installe en France vers la fin des années 80, où il aura pour mission de monter un laboratoire commun Total/CNRS/Université de Bordeaux. Il partage son avis sur les ingrédients du «décollage» de la recherche marocaine.

- L'Economiste: Pour vous, le Maroc manque toujours d'une stratégie claire pour la recherche. Comment faudrait-il aborder ce chantier?

- Mohamed Najim: Cette stratégie fait défaut depuis l'indépendance du Maroc, et ce, malgré la présence dans les gouvernements de ministres de très grande qualité, comme Driss Khalil, Rachid Benmokhtar, Saaïd Amzazi, entre autres, qui sont conduits à déployer une énergie considérable pour mener le moindre changement. Les réformes doivent résulter d'un consensus national autour de l'éducation, et d'une stratégie de la politique de la Science et de la Technique (S&T) tracée sur plusieurs décennies. Ainsi, les acteurs disposeraient d'un canevas, indépendamment des jeux politiques des organisations professionnelles, des partis et des groupes de pression idéologiques ou écono-



Mohamed Najim est également l'un des précurseurs de l'ouverture de l'université sur le monde socioéconomique au Maroc. Son laboratoire à la faculté des sciences de Rabat (1972-1988) travaillait avec l'OCP sur l'optimisation des fours sécheurs de phosphates à Beni Idir (environs de Khouribga). L'idée était de réduire la consommation d'énergie, suite au 1er choc pétrolier. «Les travaux, qui ont duré quatre ans, ont permis de réaliser une économie d'énergie substantielle et des avancées scientifiques et technologiques importantes», se remémore le chercheur (Ph. L'Economiste)

miques. Ils travailleraient dans un climat de sérénité. Le consensus nécessite l'implication du plus haut niveau de l'Etat. J'ai rédigé un rapport sur la structuration de la recherche au Maroc, à la demande de l'ancien conseiller du Roi, Abdelaziz Meziane-Belfqih, mais hélas, il nous a quittés avant que je ne remette le document qui reste d'une actualité brûlante.

- Pourtant, nous disposons d'une stratégie 2030 élaborée par le Conseil supérieur de l'éducation...

- Effectivement, elle a été soumise et approuvée au sommet de l'Etat. La loi-cadre qui en a résulté a été ratifiée par le Parlement en 2019. Il reste à la mettre en œuvre, et c'est là tout le problème...

Plus de financements, mais moins de porteurs de projets!

LE lancement des appels à projets R&D ces dernières années a permis de donner un coup de pouce à la recherche, même si la complexité des procédures de déblocage des fonds ralentit considérablement la dynamique enclenchée. «Le financement par projets a été initialisé par l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur, Driss Khalil (1995-1997). Certes, il existe maintenant beaucoup plus de moyens

alloués, mais il reste à en évaluer les retombées et le transfert vers le secteur socio-économique», souligne Mohamed Najim. «Hélas, il existe de moins en moins de porteurs de projets. A titre d'exemple, les projets européens sont ouverts aux Marocains. Toutefois, il n'y a presque pas de soumission, en raison notamment des difficultés liées à la gestion administrative et financière des budgets alloués», regrette-t-il. □

- Vous avez eu l'occasion de découvrir plusieurs modèles de pays qui ont pu faire décoller leur recherche. Que pourrait emprunter le Maroc à ces expériences?

- La Chine a déclaré la S&T parmi les quatre axes de développement prioritaires dictés par le président Deng Xiaoping en 1978, reprenant des idées de son prédécesseur, Zhou Enlai. Dr. Song Jian, cybernéticien, spécialiste de l'analyse des systèmes et du guidage des missiles a été l'homme qui a su mettre en place cette stratégie: il a été chargé du Conseil d'Etat pour la S&T, devenu ultérieurement le MOST (Ministry of Science and Technology) de 1985 à 1998. Âgé de 84 ans, c'est un homme délicat, très cultivé qui m'avait invité en 1982 pour assurer durant cinq semaines un séminaire doctoral à Pékin et Shanghai. Les acteurs comme la CAS (Académie des Sciences de Chine) sont rattachés au sommet de l'Etat. Au passage, la CAS est l'académie des sciences la plus riche au monde par les royalties que lui versent les entreprises qu'elle a financées, telles que Lenovo par exemple. Si aujourd'hui Huawei maîtrise la 5G, c'est à la fois le fruit de la politique S&T en Chine et de la désindustrialisation qui s'est dessinée dans les pays à économie libérale.

- Qu'en est-il de la diaspora chinoise?

- Justement, la Chine a su mettre en place un mécanisme particulièrement efficace pour faire revenir les Chinois d'outre-mer (diaspora), et plus tard des spécialistes non chinois, en leur offrant des ponts en or dans le cadre des programmes 100 Talents, et ultérieurement, 1.000 Talents. Ce dernier programme est rattaché au Comité Central du PCC (Parti Communiste Chinois). En moins d'une génération les universités chinoises (Tsinghua à Pékin) sont rentrées dans le top 20 des plus prestigieuses. Ce résultat a été atteint grâce à «un contrôle gouvernemental, très centralisé», comme l'écrit le site Times Higher Education dans son édition du 7 janvier 2021. L'objectif fixé par le gouvernement chinois est d'égaliser, voire, détrôner Harvard dans les classements internationaux en 2035.